

FONDS DE GARANTIE DES CRÉDITS AUX PME (FGAR)

1 600 PME accompagnées pour une garantie dépassant 45 milliards de DA

Depuis sa création au mois de janvier 2016, le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné plus de 1 600 PME en couverture, pour une garantie qui dépasse 45 milliards de DA et des crédits qui avoisinent 90 milliards de DA.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a annoncé hier lors d'une journée d'étude organisée par la CACI sur le financement des PME, le directeur général de ce fonds, Hamidi Abdelhalim. Des montants qui ont permis la réalisation de projets de l'ordre de 150 milliards de DA.

Et de préciser que sur les 1 600 projets garantis, «nous avons un portefeuille très sain parce que nous avons reçu jusqu'à maintenant seulement une quarantaine de demandes d'indemnisation d'une valeur globale qui ne dépasse pas 100 millions de DA».

Selon le DG du FGAR, l'indemnisation n'est pas considérée comme étant un contentieux. C'est même, dit-il, le cœur du métier de ce fonds dont la création obéit à la volonté des pouvoirs publics, représentée par le ministère de la PME, de mettre en place des mécanismes permettant de faciliter le financement lors de la création et de l'extension d'une PME.

Le FGAR a pour mission l'accompagnement des PME pour faciliter leur financement, en complétant l'insuffisance du volume de leurs garanties réelles et personnelles à mobiliser pour l'obten-



L'Etat doit investir dans le créneau de la garantie des projets PME.

tion de crédits par le partage du risque de leur insolvabilité avec les banques. Selon M. Hamidi, la

principale contrainte rencontrée par les investisseurs de projets PME est la faiblesse de leurs

fonds propres et un volume insuffisant d'actifs fonciers à hypothéquer au profit des banques.

Selon le DG du FGAR, l'Etat doit investir dans le créneau de la garantie des projets PME, dans la mesure où «pour un dinar de fonds placé par le FGAR, nous avons en retour l'équivalent de 50 DA d'investissement privé. C'est en cela que réside l'effet de levier de la garantie financière».

Le responsable souligne que le fonds est autorisé, suivant les règles prudentielles, à aller jusqu'à 8 fois ses fonds propres. «Nous avons une capacité d'engagement importante et nous avons pu débloquer en matière de projets 150 milliards de DA et qui aura un effet de levier très important et c'est là aussi que réside la force du FGAR», observe Hamidi.

Y. D.

TAYEB LOUH POURSUIT SES EXPLICATIONS

Utilisation de l'ADN et des TIC : un autre arsenal de lutte contre la criminalité

Le processus de modernisation du secteur de la justice a entamé depuis avant-hier une autre étape à travers la présentation, par le ministre de la Justice et garde des Sceaux du nouveau code de procédure pénale amendant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le projet de loi approuvé au niveau de la Chambre basse vise, selon ses initiateurs, à «adapter le système législatif national aux engagements internationaux en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité sous toutes ses formes».

Pour Tayeb Louh, ce projet «vise également à renforcer les mécanismes de lutte contre la criminalité en vue de poursuivre la réforme de la justice et de consolider les fondements de l'État de droit».

Le projet suppose notamment la lutte contre la criminalité en mettant en place une banque de données en se référant au test ADN et le second concerne l'utilisation des TIC pour la propagan-

de et le recrutement des terroristes.

A la lecture de son document, M. Louh a rappelé que l'Algérie «a contribué avec la communauté internationale à la lutte antiterroriste et qu'elle était l'un des premiers pays à mettre en garde contre le danger de ce phénomène sur la paix et la sécurité internationales».

A l'issue de la présentation du projet de loi portant code pénal, il a été procédé à la lecture du rapport préliminaire élaboré par la Commission des affaires juridiques, administratives et des droits de l'Homme du Conseil de la nation.

Le projet de loi portant code pénal criminalise «les actes de recrutement pour le compte d'as-

sociations, corps, groupes, ou organisations terroristes ou leur organisation ou le soutien de leurs actes ou activités ou la diffusion de leur idéologie en utilisant les TIC ou tout autre moyen».

Cette rencontre avec les parlementaires de la Chambre haute a permis au ministre de la Justice d'affirmer que «l'Algérie est une référence en matière de lutte contre toutes les formes d'extrémisme et de radicalisation».

«L'expérience algérienne en matière de lutte contre toutes les formes d'extrémisme et de radicalisation a habilité à devenir une référence pour nombre de pays», a ajouté M. Louh.

Concernant la modernisation du secteur de la justice, il a relevé qu'une étape importante a été franchie dans ce domaine, évoquant par là même, les mesures prises à ce niveau notamment en ce qui a trait au retrait de documents et ce, après l'application de



Tayeb Louh, ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

la mesure liée à la signature électronique. M. Louh a souligné que ce texte, adopté récemment par les députés, visait à «renforcer les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme et la discrimi-

nation». Il prévoit, selon lui, «un durcissement des peines contre certains crimes, dont les attentats à la pudeur et la criminalisation de l'enlèvement de mineurs».

A. B.